

FILIERE RIZ

Sommaire

FILIERE RIZ	1
SOMMAIRE	1
FILIERE RIZ	2
1. DESCRIPTION DE LA FILIÈRE	2
1.1. Le milieu naturel	2
1.2. Les techniques et les produits	3
<i>1.2.1. Les techniques</i>	<i>3</i>
<i>1.2.2. Les produits</i>	<i>3</i>
1.2.2.1. La diversité des produits	3
1.2.2.2. Les diverses formes d'utilisation du produit	3
1.3. Les acteurs	4
<i>1.3.1. Les micro-producteurs</i>	<i>4</i>
<i>1.3.2. Les producteurs de rente</i>	<i>4</i>
<i>1.3.3. Les producteurs semi-spécialisés</i>	<i>4</i>
1.4. Les structures et les modes d'organisation	5
<i>1.4.1. Les structures de production</i>	<i>5</i>
<i>1.4.2. Les structures d'appui</i>	<i>5</i>
1.4.2.1. Appui technique	5
1.4.2.2. Appui financier	5
<i>1.4.3. Les structures de commercialisation</i>	<i>6</i>
1.5. L'économie globale de la filière	6
<i>1.5.1. Le prix du riz.</i>	<i>8</i>
<i>1.5.2. La structure du prix du riz</i>	<i>9</i>
<i>1.5.3. Création d'emplois</i>	<i>10</i>
2. ANALYSE DE LA PROBLÉMATIQUE	11
2.1. Analyse externe	11
2.2. Analyse interne	11
3. POLITIQUE	12
3.1. Enoncé	12
3.2. Objectifs globaux	12
3.3. Objectifs spécifiques	13
3.4. Résultats attendus à l'horizon 2010	13
3.5. Orientations stratégiques	13
3.6. Grands axes d'action	13
<i>3.6.1. Interventions communes visant l'ensemble du territoire</i>	<i>13</i>
<i>3.6.2. Appui aux pôles de production dans le contexte de la forte compétition entre riz national et riz importé</i>	<i>13</i>
<i>3.6.3. Appui à la sécurité alimentaire des zones vulnérables où se concentrent les micro-producteurs en situation d'autosubsistance</i>	<i>13</i>
ANNEXES	14
Abréviations	14
Références bibliographiques	15

FILIERE RIZ

1. DESCRIPTION DE LA FILIÈRE

Le riz constitue l'aliment de base des Malgaches. La consommation de riz est classée parmi les plus fortes du monde : en moyenne 113 kg / tête / an¹. La variété la plus consommée est locale (90% des ménages), à Antananarivo (98% des ménages). Les villes côtières consomment plus du riz importé² : Toamasina 37% des ménages, Tuléar 54% des ménages. L'autoconsommation de riz représente 64% de la production en 1999.

Le riz occupe une dimension socioculturelle importante, étant impliqué dans les différents rites heureux ou malheureux. La riziculture constitue l'activité principale des agriculteurs dans presque toutes les régions.

Par ce contexte socio-économico-culturel du riz, on peut appréhender toute la dimension du problème posé par le défi lancé qui est de viser une augmentation rapide de la production dans un laps de temps relativement court, afin de réduire le déficit de production actuel et de permettre au pays de redevenir exportateur net de riz.

1.1. Le milieu naturel

Situé entre le 12ème et le 26ème degré de latitude sud, Madagascar se trouve dans la zone favorable à la riziculture, la latitude limite au sud étant le 35ème degré. Madagascar présente des conditions physiques relativement adaptées à la riziculture mais toutefois variables suivant les régions. De vastes plaines aménagées favorables à une riziculture intensive irriguée existent, sur lesquelles on trouve des producteurs déjà orientés vers le marché et obtenant de bons rendements.

Pour le riz pluvial, le climat est relativement favorable sur environ la moitié de la superficie totale. Ce type de riziculture est encore peu important mais offre des possibilités de développement non négligeables. Les deltas et les plaines alluviales de la côte occidentale et les deltas intérieurs renferment également de grosses potentialités pour l'extension des superficies rizicoles.

La riziculture offre un paysage qui exprime la spécificité de la civilisation du riz à Madagascar. En effet, dans tout le pays, non seulement tous les bas-fonds sont aménagés en rizières mais aussi les *tanety* dans le Betsileo. Quant à la culture sur brûlis ou *tavy*, elle existe depuis longtemps et a provoqué la destruction de bien des forêts. A Antananarivo, les rizières font partie intégrante du paysage (plaine du Betsimitatatra).

Le riz occupe environ 1 400 000 ha³ répartis en 3 systèmes de culture : rizière aquatique, pluviale et tavy répartis selon les catégories d'aménagement : grand périmètre irrigué, petit périmètre irrigué, micro hydraulique et bas-fonds sans aménagement. Voir tableau ci-après.

¹ INSTAT . EPM 1999.

² Selon Etude UPDR/FAO filière riz en 1999.

³ Selon Etude UPDR/FAO filière riz en 1999.

Tableau 1. Répartition des superficies par système de culture

Type de système de culture	% superficie	ha
Riz aquatique	79	1 163 000
Riz pluvial	10	136 000
Tavy	11	150 000
Total	100	1 449 000
Répartition par type d'aménagement		ha
GPI (Grands périmètres irrigués)		120 000
PPI (Petits périmètres irrigués)		170 000
MH (Micro hydraulique) (maîtrise de l'eau ± bonne)		873 000
Total aquatique		1 163 000

Source : étude FAO/UPDR. 1999. MAEP Document contractuel PASA 1998. Protocole spécifique N°3.

1.2. Les techniques et les produits

1.2.1. Les techniques

Malgré les efforts entrepris pour améliorer la production, la productivité reste faible. Les rendements moyens dépassent à peine 3 t/ha dans les zones les plus productives. Un tiers des exploitants sont en situation de subsistance produisant à peine 800 kg/ha de paddy sur une superficie <1 ha. Seuls 28% des riziculteurs utilisent des techniques améliorées et des intrants (engrais, semences...en quantité limitée).

La taxation antérieure des engrais à l'importation a généré une régression de l'emploi d'engrais sur le riz (15 kg/ha dans les années 70 ; 10 kg/ha¹ en 1999). Les Hauts-Plateaux sont la région la plus réceptive aux innovations techniques mais limitée par le prix des intrants (44% des riziculteurs invoquent le prix pour expliquer le non usage d'engrais).

1.2.2. Les produits

1.2.2.1. La diversité des produits

Les marchés locaux regorgent d'une grande diversité de riz proposée aux consommateurs : de couleur blanc ou rouge, au grain long, court ou rond, d'origine *vary gasy* ou riz local, ou d'importation, de différentes saisons de production, de culture irriguée, pluviale ou de tavy.

Les consommateurs ont un large choix de riz. Néanmoins, les préférences vont au riz local, au riz pluvial, au riz de tavy, au riz de la saison passée plutôt qu'au riz nouveau, au riz rouge, etc.

1.2.2.2. Les diverses formes d'utilisation du produit

- En alimentation humaine : riz étuvé ou converti possédant des valeurs alimentaires supérieures à celles du riz blanc ; riz décortiqué et poli (riz de luxe et riz d'exportation) ; riz décortiqué (consommation locale) ; graines sèches moulues sous formes de farine ou semoule pour la fabrication des beignets ou de pâte (*mofo menakely, koban-dravina...*)

- En alimentation animale : les sons de riz, les brisures, la farine, les drèches, les pailles

- En artisanat : les balles de riz qui entrent dans la fabrication d'engrais organiques et s'utilisent comme combustible dans les briqueteries... ; la paille peut servir dans la fabrication de pâte à papier.

- En produits de consommation intermédiaire utilisés dans les produits pharmaceutiques, les boissons alcooliques fermentées, les brasseries et les huileries.

¹ Selon Etude UPDR/FAO filière riz en 1999

1.3. Les acteurs

La riziculture occupe 1 721 000 exploitants, répartis en divers systèmes de production.

Tableau 2. Répartition des exploitants par systèmes de production

Systèmes de production	Nombre d'exploitants	% superficie
Simple riz aquatique	1 031 000	55%
Riz aquatique et riz pluvial	235 000	17%
Riz aquatique et riz « tavy »	158 000	9%
Double riz aquatique	105 000	7%
Double riz aquatique, simple riz aquatique et riz pluvial	59 000	6%
Simple riz aquatique suivi d'une autre culture	53 000	3%
Tavy exclusif	79 000	3%

Source : Enquête UPDR-FAO 1999

L'analyse¹ des résultats économiques des exploitations, en terme de stratégie d'exploitation paysanne, a mis en évidence 3 groupes de riziculteurs.

1.3.1. Les micro-producteurs

Les micro-producteurs avec une stratégie rizicole qui recherche d'abord l'autosuffisance en riz du ménage plutôt que des revenus. Des moyens et des conditions de production très limitées : superficie <1 ha et une production de paddy entre 800 kg-1,1 t.

1.3.2. Les producteurs de rente

Les producteurs de rente polyvalents avec une stratégie d'autosuffisance en riz qui dispose d'alternatives de cultures de rente et de revenus. Une production de paddy de 1,2-1,9 t en grande partie affectée à l'auto consommation et à la vente. Diversification culturelle par la plupart d'entre eux procurant d'autres revenus.

1.3.3. Les producteurs semi-spécialisés

Les producteurs semi-spécialisés en riz et positionnés sur la vente de riz qui disposent d'un potentiel technico-économique d'intensification ou d'expansion : moyens de production, marché, organisation, terres, taille d'exploitation de 0,7-2 ha, niveau d'équipement supérieur permettant de produire entre 1,9 et 5,5 t², ils satisfont à leur besoin de consommation et vendent une bonne partie de la récolte.

En aval de la filière, on estime à 30 000 le nombre d'opérateurs, la plupart multi-fonctionnels. Ils assurent la collecte, le décortilage, la vente en gros ou au détail. Selon l'étude UPDR/FAO, 34% des décortiqueurs ont au moins une activité annexe (60% collecteurs, 26% transporteurs, 30% grossistes, 19% détaillants). Les producteurs commercialisent aussi 12% de la production (équivalent en paddy sous forme de riz blanc). Il s'avère impossible de définir l'effectif par agents spécifiques de la filière riz.

La transformation du riz a connu depuis la libéralisation un grand développement, notamment en nombre de décortiqueries. Voici les dernières statistiques.

¹ Enquêtes FAO/UPDR 1999.

² La double riziculture aquatique de la région Centre-Ouest.

Tableau 3. Etat des rizeries et décortiquerie recensés au 30/06/99

Faritany	Rizerie	Décortiquerie	Total		Capacité	
	Nbe	Nbe	Nbe	%	t/heures	%
Antananarivo	59	676	735	45,7	401,605	44
Antsiranana	1	104	105	6,5	44,290	4,8
Fianarantsoa	6	72	78	4,9	54,310	5,9
Mahajanga	16	221	237	14,7	133,460	14,6
Toliara	33	287	320	19,9	205,365	22,5
Toamasina	12	120	132	8,2	74,595	8,2
Madagascar	127	1480	1607	100	913,625	100

Source : Direction du Génie Rural / Service du Machinisme Agricole.

1.4. Les structures et les modes d'organisation

1.4.1. Les structures de production

La structure de production est constituée des producteurs (ménages) et des associations ou des coopératives. Il existe également des industriels qui produisent du riz pour assurer un certains quota de leur production (p. ex. Sociétés MADRIGAL, ROGER). Ces sociétés collaborent avec des producteurs en leur fournissant les intrants à rembourser à la récolte moyennant livraison totale ou partielle de la production.

En matière d'approvisionnement (semence, engrais, pesticides), seules quelques organisations de producteurs, notamment les coopératives, s'organisent pour bénéficier des avantages des achats groupés.

1.4.2. Les structures d'appui

1.4.2.1. Appui technique

- Les services centraux et déconcentrés du MAEP qui ne jouent plus qu'un rôle de conseil depuis la fin du PNVA.
- Les centres régionaux de recherche du FOFIFA qui fournissent les technologies nécessaires selon les espèces et les régions de production.
- Les ONGs qui encadrent des organisations paysannes.
- Les projets de développement rural qui appuient les producteurs directement ou par le biais des prestataires de services (PSDR, FID...)
- Les structures de production de semences : GPS, CMS, privés comme VALYAgri...)
- Les structures privées d'approvisionnement en engrais et matériels agricoles : Société, ONG.

En 2003, pour faciliter l'accès des producteurs aux intrants et matériels agricoles, le MAEP a procédé à la cession d'intrants remboursables à la récolte et lancé des opérations de ventes de charrues à des prix subventionnés par l'Etat jusqu'à hauteur de 50%.

1.4.2.2. Appui financier

Les réformes amenées par le gouvernement visent à créer un environnement favorable au développement des marchés de financement, et concernent notamment (i) la privatisation des banques primaires et (ii) le développement de la micro finance de proximité. Ces deux systèmes devront se compléter sur les niveaux des montants des crédits alloués et sur la couverture spatiale d'intervention. Le financement rural est assuré par plusieurs institutions aux modalités et règles de crédit spécifiques :

- Les banques primaires comme la BOA pour les financements importants (investissement, commercialisation...);

- Les institutions mutualistes financières (OTIV, CECAM, TIAVO, AECA, ADEFI) ;
- Les institutions de micro crédit non mutualistes (APEM, VOLAMAHASOA) ;
- Les ONG et projets de développement (HAINGONALA, PSDR, FID) qui utilisent des lignes de financement provenant des bailleurs de fonds ;
- Les ONG caritatives (CRS, AFAFI, SAFFJKM...).

1.4.3. Les structures de commercialisation

La structure de commercialisation du riz est constituée par les agents de la filière (producteurs, opérateurs). Son fonctionnement global est le suivant :

- Les producteurs amènent directement le paddy à un transformateur (décortiqueries ou rizeries). Le prix se fixe suivant le cours du marché. Il n'existe aucun contrat entre les deux parties.

- Les collecteurs travaillent soit pour un rizier ou un grossiste, soit directement avec les producteurs. Ils peuvent être sous-collecteurs. Les transactions se font au cours du marché par contrat entre collecteurs/sous-collecteurs et riziers. La rémunération consiste en commissions sur le tonnage effectué. En général, l'opérateur octroie une avance au sous collecteur pour payer ses patentes et droits de balance, mais il peut aussi les payer lui-même.

- Les grossistes achètent aux collecteurs le paddy qu'ils usinent dans les décortiqueries. Ils disposent d'une certaine capacité de stockage et approvisionnent judicieusement le marché pendant l'année afin de maximiser le profit, notamment en période de soudure.

- Les transformateurs adoptent diverses politiques d'achat, par appel d'offres, sous contrat avec les paysans ou achat auprès des collecteurs.

- Au-delà de ces structures, la politique actuelle du Gouvernement encourage la création d'associations de producteurs, de coopératives agricoles et de greniers communs villageois afin qu'ils intègrent le circuit commercial du riz, participent aux systèmes de fixation des prix et approvisionnent régulièrement la population.

1.5. L'économie globale de la filière

L'économie nationale est largement dominée par le riz ; 70% de la population totale et 80% de la population agricole font de la riziculture. La filière Riz constitue la première activité économique en termes de volume, générant une valeur ajoutée de 2 661 Miards FMG en 1999¹. En 1999, elle contribue à 12% du PIB en termes courants (23 000 Miards FMG selon l'INSTAT), et à 43% du PIB agricole égal à 27% du PIB total. Aussi les performances du secteur rizicole déterminent-elles largement celles du secteur agricole et de manière significative celles de l'économie nationale.

La performance de chaque région en terme de productivité est présentée dans le tableau ci-après. Les superficies régionales relatives aux systèmes de riziculture ne sont pas disponibles, la production par système de riziculture est estimée sur la base des rendements moyens. Ceci donne 2 766 300 t.

¹ Etude UPDR/FAO en 1999.

Tableau 4. Rendement (kg/ha) des principaux systèmes de riziculture par région

Systèmes rizi­coles	Nord	Nord Ouest	Centre Ouest	Hauts Plateaux	Est	Alao­tra	Moyenne	Superficie (ha)	Production (t**)
Aquatique*	1,5	1,4	2,0	3,2	1,7	2,6	2,1	1 163 000	2 442 300
Pluvial	0,8	0,8	1,2	2,6	1,7	2,0	1,5	136 000	204 000
Tavy	1,0	-	-	-	0,7	0,6	0,8	154 000	120 000
								1 400 000	2 766 300

Source : Enquête FAO/UPDR 99.

Systèmes aquatiques = cultures irriguées (avec aménagement) + cultures inondées de bas-fonds.

**Estimation du Consultant (production en paddy).

La production officielle de paddy en 1999¹ s'élève à 2,8 mio t. 62% du paddy est destiné à l'autoconsommation soit 1,6 mio t. Sur 976 000 t restant, 786 000 t sont vendues, le reste employé en dons, redevances... Le volume commercialisé est d'environ 523 000 t, ajoutées aux 186 000 t importées², soit un total d'environ 709 000 t/ans.

Les régions excédentaires nettes sont le Lac Alaotra (excédent ventes/achat estimé à 125 000 t), le Centre-Ouest (41 700 t). Les régions déficitaires nettes sont l'Est (148 900 t), les Hauts-Plateaux (124 200 t), le Nord (52 200 t) et le Nord-Ouest (28 200 t).

L'offre nationale de riz ne suit plus la demande, avec une croissance de 1,2%/an de production de paddy entre 1972 et 1998 face au 2,8% de croissance démographique. En matière de sécurité alimentaire³, la situation s'est aggravée dans la même période : la consommation de riz a baissé de 188,7 kg/tête/an en 1975 à 135,8 kg/tête/an en 1995, à 113 kg/tête/an en 1999. La disponibilité par tête de riz a baissé de 141 kg/tête en 1986 à 110 kg/tête en 2000⁴. Pour tous systèmes confondus, la production et les superficies rizi­coles restent relativement constantes. Cf graphique ci-après.

Par ailleurs, l'estimation des importations pose le problème de fiabilité des sources. En 1999, elles varient entre 99 000 t⁵ et 186 000 t⁶, respectivement 14% et 26% du volume commercialisé sur le marché local, et 5% et 10% des besoins nationaux. Le volume moyen est de 55 000 t les deux années précédentes. En 2000, les importations ont augmenté à 207 656 t.

¹ Etude UPDR/FAO en 1999.

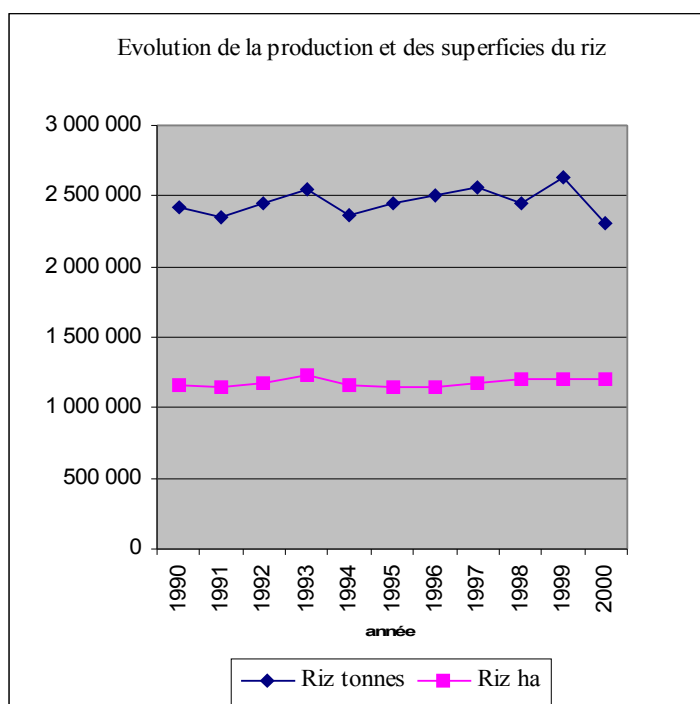
² Ce volume est un maximum qui pourrait bien avoir été atteint en 1999 et dépassé en 2000.

³ World Development indicators, FMI, PNUD, FAP, CAD de l'OCDE, INSTAT.

⁴ Robert Hirsch. 2000.

⁵ Source: Ministère du commerce 2000.

⁶ FAO-UPDR 2000.



Sources : MAEP. Statistiques agricoles

1.5.1. Le prix du riz.

Le deuxième graphique ci-après montre l'accroissement des prix du riz au producteur et au consommateur. Néanmoins, entre 1980 et 1999, l'évolution des prix aux producteurs montre une certaine stabilité en francs constants¹. Ainsi les producteurs de paddy n'ont-ils pas bénéficié, en termes réels, de la libéralisation. Pourtant les incitations en termes de prix jouent un rôle significatif dans l'évolution de la production.

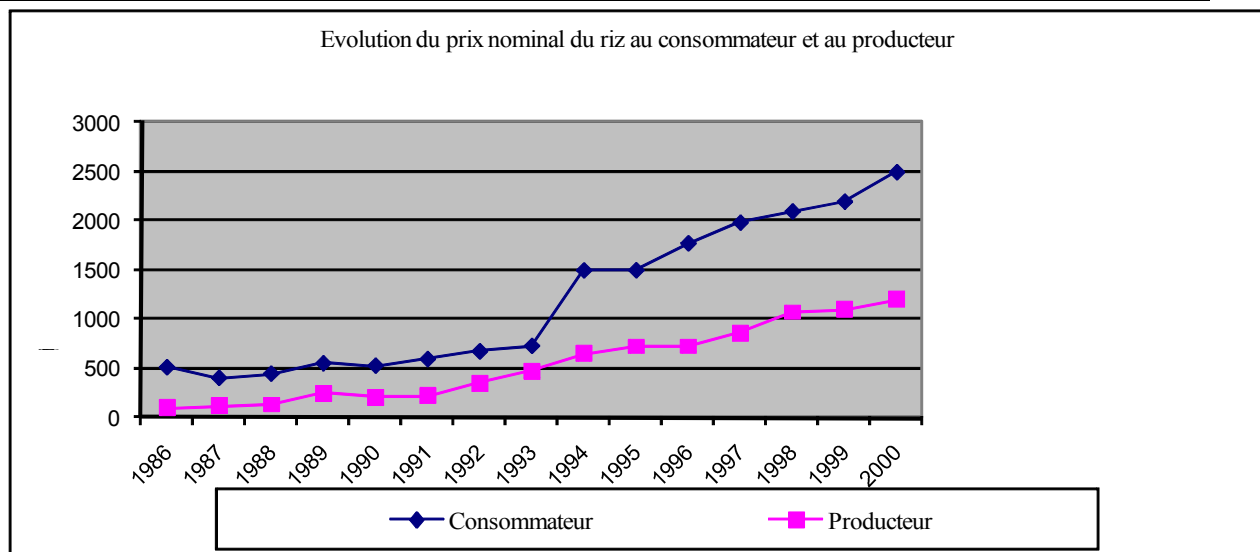
L'augmentation des taxes à l'importation en 2000 visait à réduire sinon à stabiliser le volume d'importation, afin de protéger la production locale, contre d'éventuels effets d'éviction par le riz importé, et par ce biais à relever les incitations de prix aux producteurs pour relancer la production. Le prix moyen national du riz local au consommateur a varié de 1 750 à 2 300 FMG/kg en 1999, alors que le prix du riz importé a varié de 1 835 à 2 238 FMG/kg CAF dédouané². En 2000, le prix de gros du riz importé dans la capitale, basé sur la nouvelle taxation³ en vigueur, a varié de 2 088 à 2 838 FMG/kg, tandis que le riz local, dépendant de la qualité, s'est vendu en moyenne, entre 2 350-2 577 FMG/kg⁴.

¹ Hirsch.2000.

² FAO-UPDR 2000.

³ Les taxes principales sur le riz importé sont passées de 5 à 35% (dont 15% DTI et 20% TVA) depuis Décembre 1999.

⁴ Statistiques -Ministère de l'Agriculture. 2000.



Source : INSTAT-MAEP. Statistiques agricoles

1.5.2. La structure du prix du riz

Le producteur réalise la plus importante marge par rapport à ses coûts estimés de production. Il y a lieu cependant de mentionner que la production est faite avec le moindre apport de fertilisation et avec des techniques traditionnelles (pas ou peu de mécanisation, variétés locales). Le collecteur réalise une marge allant de 24 à 29% selon les ventes respectivement aux consommateurs ou aux détaillants.

Tableau 5. Structure des prix du riz

	Coût production FMG/kg	%	Prix de vente FMG/kg	
			Paddy	Riz
Producteur				
Coût de production	250			
Marge	650	72		
Prix de vente			900	1385
Collecteur				
Coût de production décorticage	100			1485
<i>Vente sur le marché</i>				
Prix de vente au consommateur			Récolte Soudure	1900 2300
Coût de production collecteur	159			
Marge	256 656	13 29		
<i>Vente au détaillant</i>				
Coût de production collecteur	107			
Prix de vente détaillant				2100
Revenu du collecteur	508	24		
Vente au consommateur				
Coût de commercialisation du détaillant	52			
Prix de vente au consommateur			Récolte Soudure	2300 2500
Revenu du détaillant	148 348	06 14		
Grossistes				
Riz importé				
Prix de vente au détaillant				1900
Coût de commercialisation	52			2100
Marge grossiste	148	07		
Coût de production	52			
Vente au consommateur				2300
Marge détaillant	148	06		

Source : Etude filière riz UPDR/ FAO 1999.

1.5.3. Création d'emplois

En terme d'emploi¹, le volume de travail généré par la production rizicole (hors transformation, commercialisation) correspond à 242 millions de jours de travail par an, soit l'équivalent de 970 000 emplois à plein temps auxquels s'ajoutent près de 70 000 emplois salariés générés en aval de la production (transformation, commercialisation). La rémunération de l'ensemble des salariés agricoles et en aval représente 20% de la valeur ajoutée directe (c'est-à-dire plus de 500 millions FMG). La filière riz génère des emplois et des revenus en amont (commercialisation des intrants et d'équipement/matériel) et dans les services en milieu rural.

¹ Etude UPDR/FAO en 1999

2. ANALYSE DE LA PROBLÉMATIQUE

2.1. Analyse externe

Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une demande nationale non satisfaite. • Garantie de débouché. • Perspective de demande importante (accroissement démographique). • Existence de débouchés vers l'extérieur (COI, COMESA...). • Conditions climatiques favorables aux différents systèmes culturaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Concurrence du riz importé aussi bien sur les prix que sur la qualité (Asie notamment). • Cataclysmes climatiques : cyclones, inondations, sécheresse. • Fléaux : invasion d'acridiens.

2.2. Analyse interne

Forces	Faiblesses
<p>Physique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Potentialités actuelles insuffisamment valorisées. • Potentiel cultivable et aménageable pour riz pluvial et irrigué. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des ressources naturelles et des bassins versants (érosion, ensablement des rizières, pollution de l'eau).
<p>Structurel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zones à excédent structurel bien identifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Détérioration de l'environnement naturel et baisse de fertilité des sols liée aux systèmes de culture (tavy et pluvial). • Enclavement de nombreuses zones de production.
<p>Technique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Savoir-faire séculaire des paysans malgaches . • Habitude d'entraide/solidarité des producteurs . • Centres de recherche capables de fournir de nouvelles technologies. • Résultats de recherches disponibles (variétés, paquets techniques..). • Nouvelles techniques de culture permettant de régénérer la fertilité du sol et de lutter contre l'érosion. • Technologies de gestion agrobiologique des sols. • Développement de la transformation (rapprochement vers les producteurs). • Existence d'organisations de développement rural. • Politique de promotion des organisations des producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Défaillance des réseaux d'irrigation. • Faible maîtrise de l'eau dans les périmètres irrigués. • Bas niveau d'instruction des producteurs. • Faible accès aux nouvelles technologies (information, encadrement). • Faible application d'itinéraires techniques améliorés (SRA ne concerne que 25% des superficies rizicultivées et 45% de SRA sont sur Hauts-Plateaux. . • Faible niveau d'équipement . • Faible capacité à répondre aux normes internationales. • Exode rurale des jeunes. • Régression des us et coutumes.

Forces	Faiblesses
<p>Economique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût de revient économique bord champ compétitif. • Politique actuelle de création des marchés ruraux. • Existence des institutions de Microfinance décentralisées. • Politique actuelle de détaxation totale des importations d'intrants, de matériels et équipements agricoles. • Politique actuelle d'appui à l'immatriculation foncière. • Politique de mise place de poste de gendarmerie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité d'investissement des producteurs. • Coût élevé des intrants et des matériels dans certaines zones. • Faible accès des producteurs. au crédit (moins de 3% des riziculteurs ont eu un crédit de campagne formel en 1999). • Prix peu rémunérateurs pour le producteur dû à la spéculation des importateurs, décortiqueries, collecteurs, grossistes. • Faible intégration des producteurs dans la commercialisation. • Dysfonctionnement du marché (forte disparité des prix selon les régions) lié à l'insuffisance des infrastructures. • Repli des producteurs sur une stratégie d'autosuffisance en riz en raison d'un environnement économique peu incitatif. • Non adhésion volontaire aux organisations paysannes. • Prolifération des petits opérateurs informels. • Déclin des industries . • Insécurité foncière liée au coût élevé d'acquisition des titres, complexité de la procédure d'acquisition des terres, éloignement du service des Domaines, la longueur du traitement des dossiers. • Insécurité persistante dans les campagnes.

3. POLITIQUE¹

3.1. Enoncé

La population malgache devrait augmenter d'environ 32% pour atteindre 19,3 millions d'habitants en 2010. La consommation de riz sur le marché local (besoins de la population urbaine et rurale) devrait ainsi passer de 1,7 millions de tonnes de riz à 4,2 millions de tonnes. Par ailleurs, la demande de riz de qualité sur le marché international est en croissance, ce qui pourrait permettre des perspectives de développement de ce type de production dans certaines zones spécifiques de Madagascar.

3.2. Objectifs globaux

- Contribuer à la sécurité alimentaire dans toutes les régions.
- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique.
- Améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière riz.

Ces objectifs s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement de croissance rapide et durable du secteur agricole.

¹ MAEP/UPDR. Politique de Développement Rizicole (version révisée après l'Atelier du 19 décembre 2002 - CNEAGR – Nanisana 2003 – 2010.

3.3. Objectifs spécifiques

- Assurer la satisfaction de la consommation.
- Reconquérir le marché d'exportation.

3.4. Résultats attendus à l'horizon 2010

• Une augmentation d'environ 114% de la production de paddy pour atteindre un volume d'environ 6 millions tonnes dont : 4,200 millions tonnes de paddy devrait permettre en premier lieu de satisfaire la demande tout en améliorant sensiblement le niveau de consommation jusqu'à 145 kg par an et par personne et d'exporter l'équivalent de 1,8 million tonnes de paddy.

- Une augmentation du rendement passant de 1,92 t/ha à 3,44 t/ha.

L'atteinte de ces objectifs passe également par une amélioration du fonctionnement du marché afin de réunir les conditions favorables au fonctionnement d'un marché libre.

3.5. Orientations stratégiques

Etant donné la forte disparité géographique en terme de potentiel agro-écologique, les orientations stratégiques pour le développement de la filière riz s'articulent autour de 3 volets d'intervention :

- Interventions communes ;
- Interventions spécifiques concernant les pôles de production ;
- Interventions zones vulnérables dans une optique de sécurité alimentaire.

3.6. Grands axes d'action

A chacun des volets ci-dessus correspondent des axes d'intervention spécifiques :

3.6.1. Interventions communes visant l'ensemble du territoire

- Assurer un environnement économique et juridique favorable.
- Adapter le cadre institutionnel face au pluralisme d'acteurs.
- Intensifier et moderniser la production.

3.6.2. Appui aux pôles de production dans le contexte de la forte compétition entre riz national et riz importé

- Améliorer les conditions d'accès et l'infrastructure irriguée des pôles de production.
- Renforcer l'appui aux producteurs pour améliorer la productivité rizicole.
- Renforcer la contractualisation entre producteurs et opérateurs.
- Développer les échanges et viser le marché d'exportation.

3.6.3. Appui à la sécurité alimentaire des zones vulnérables où se concentrent les micro-producteurs en situation d'autosubsistance

- Sédentariser la culture sur brûlis (*tavy*, *tetiky*, *hatsake*) afin de préserver les ressources naturelles et viser à terme l'éradication du tavy.
- Promouvoir la monétarisation des échanges.
- Favoriser la diversification agricole et réduire la dépendance en période de soudure.

ANNEXES**Abréviations**

ADEFI	Action pour le Développement et le Financement des Micro entreprises.
AECA	Association d'Epargne et de Crédit Autogéré.
BOA	<i>Bank of Africa.</i>
CECAM	Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels.
CMS	Centres Multiplicateurs de Semences.
COI	Commission de l'Océan Indien.
COMESA	Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe.
CRS	<i>Catholic Relief Service.</i>
DCPE	Document Cadre de Politique Economique.
DSRP	Document de Stratégie sur la Réduction de la Pauvreté .
FID	Fonds International pour le Développement.
FOFIFA	<i>Foibem-pirenena momba ny Fikarohana ampiharina ho an'ny Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra.</i>
GPS	Groupeement Producteurs Semenciers.
INSTAT	Institut National de la Statistique.
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.
OTIV	Ombo Tahiry Ifampisamborana Vola.
PAA	Politique Agricole et Alimentaire.
PADR	Plan d'Action pour le Développement Rural.
PNSAE	Programme National de Sécurité Alimentaire Elargie.
PNVA	Programme National de Vulgarisation Agricole.
PSDR	Projet de Soutien au Développement Rural.
PSSA	Programme Spécial de la Sécurité Alimentaire.
SRA	Système de Riziculture Améliorée.
UPDR	Unité de Politique de Développement Rural.

Références bibliographiques

UPDR/MADR. Etat des Lieux de la Filière Riz, Vol 2. 22-27 Avril 1996.

MAEP. Document de Politique Agricole et Alimentaire. Août 1997.

Agence Française de Développement, Janvier 2000.

UPDR/MINAGRI. Analyse diagnostic de la Filière régionale Riz des Hauts- Plateaux 60p. Octobre 2000.

UPDR/MAEP. Politique de Développement Rizicole 2003-2010, Version révisée après l'Atelier du 19 décembre 2002 à Nanisana – CNEAGR, 21p. 2002.

UPDR/MAEP. Analyse diagnostic de la Filière régionale Riz dans l'ensemble du secteur vivrier de la Province Autonome de Toliara. (Document de travail) 93p, (Résumé exécutif) 22p. Octobre 2002.

HIRSCH Robert. La riziculture malgache revisitée : diagnostic et perspective 1993-1999. CABINET/MAEP. Plan de Re dynamisation de la Filière Riz, 15p. Septembre 2003.

UPDR/MAEP. Analyse diagnostic de la Filière régionale Riz dans l'ensemble du secteur vivrier de la Province Autonome de Fianarantsoa. (Document de travail) 80p, (Résumé exécutif) 21p. Octobre 2002.

UPDR/MAEP. Monographie de la région d'Ambatondrazaka, 107p. 2003.

GADELLE M.F.. 1ère mission d'appui à la mise en œuvre du FERHA. 7-27 Janvier 2004.